

Histoire

MARS 1938, L'AUTRE GOUVERNEMENT BLUM

Antoine Jourdan

28/03/2025

Malgré la centralité de l'été 1936 dans le récit du Front populaire, un autre temps fort se dégage en mars 1938. C'est celui de l'éphémère gouvernement Blum II, trois semaines pendant lesquelles le dirigeant socialiste regagne l'Hôtel de Matignon et propose une politique économique novatrice dans le but de réarmer la France.

La mémoire du Front populaire est souvent circonscrite à celle de l'été 1936¹. Comme le florilège de références à cet épisode durant l'été 2024 a permis de le constater, les Accords de Matignon et leurs importantes avancées sociales sur fond de mobilisation syndicale ont trouvé leur place dans le récit de la gauche. Pour autant, lorsque le gouvernement de Léon Blum est renversé par le Sénat en juin 1937, l'heure est plutôt à l'introspection au sein de la SFIO. Immobilisés dans leur avancée dès la fin de l'été 1936, contraints à renoncer en septembre à la non-dévaluation du franc, forcés d'annoncer la « pause » des réformes sociales en janvier 1937, les socialistes sortent de cette première expérience du pouvoir avec un goût amer. S'ouvre alors une période d'introspection au sein du parti, sommé d'expliquer pourquoi l'élan émancipateur qu'il a permis s'est avéré si bref.

Pour des raisons évidentes, l'historiographie des dernières années de la III^e République est assez largement occupée par la question extérieure. 1938 est davantage l'année de l'Anschluss et des Accords de Munich que celle de la fin du Front populaire et de l'avènement de Daladier. Au sujet de ces épisodes de politique intérieure, le haut fonctionnaire et résistant devenu historien Jean-Louis Crémieux-Brilhac observait que « la plupart des historiens font l'impasse sur ce qui ne semble plus qu'un remous lointain dans l'agitation parlementaire » qui marqua les années 1930².

Pourtant, l'alliance entre les partis de la gauche de l'hémicycle, majoritaire à l'issue des législatives de mai 1936, ne succombe pas avec la première chute de Léon Blum. Pendant neuf mois, le gouvernement de Front populaire est dirigé par un autre homme : Camille Chautemps, aujourd'hui oublié, occupe la présidence du Conseil entre juin 1937 et mars 1938, avant que Léon Blum ne constitue un second gouvernement. Celui-ci, fort des enseignements tirés de la première expérience du pouvoir, est marqué par un programme plus dirigiste que le premier. Parmi les

hommes qui en sont à l'origine, certains ont lu Keynes, dont la *Théorie générale* a paru en anglais en février 1936.

Après l'été 1936, l'offensive du « mur de l'argent »

Les avancées sociales du Front populaire connaissent un coup d'arrêt dès la fin de l'été 1936. L'euphorie estivale s'étiole à partir de septembre. Le gouvernement de Léon Blum se heurte à un problème de trésorerie grandissant, amplifié par d'importantes sorties de capitaux qui mettent une pression baissière sur le cours du franc. En trois semaines, environ 5 milliards quittent les coffres français³. Ces fuites financières limitent la capacité de l'État à poursuivre les réformes, plongent le gouvernement dans une paralysie budgétaire, contraignent l'exécutif à ralentir son programme social et alimentent des tensions croissantes au sein de la SFIO.

Au sein du parti en effet, le débat sur l'instauration d'un contrôle des changes divise. L'aile gauche plaide en faveur de cette mesure, d'ailleurs inscrite dans le programme électoral de 1936, afin de limiter les sorties de capitaux en érigeant des barrières aux frontières. L'aile droite du parti, d'où sont issus Léon Blum et la majorité des ministres socialistes, s'y oppose. Retenons trois explications justifiant cette position : le respect des engagements internationaux pris avec les alliés anglo-saxons en septembre 1936, l'opposition du Parti radical, pilier de la coalition gouvernementale, et la fidélité de Blum à sa conception de l'« exercice du pouvoir » en vertu de laquelle il rejette toute mesure qui pourrait remettre en cause la gouvernance dans le cadre légal républicain en vigueur.

Face au « préjugé défavorable du capital » auquel il se heurte, le président du Conseil cherche à rassurer⁴. « Aucune mesure de contrainte n'est envisagée », assure-t-il devant la commission des finances de la Chambre des députés en novembre 1936⁵. En février de l'année suivante, Léon Blum annonce une « pause » dans les avancées sociales, ce qui ne fait qu'explicitier l'état de fait qui existe depuis la fin de l'été précédent. Une note rédigée au même moment par le ministre des Finances Vincent Auriol illustre clairement la stratégie de l'équipe gouvernante : « Il faut [...] tout faire pour rassurer et tranquilliser l'épargne et lui assurer une sécurité de placement en France⁶ ».

Malgré ces efforts, les socialistes ne parviennent pas à retrouver les bonnes grâces du capital. Dans les trois premières semaines de juin 1937, ce sont quasiment 5 milliards de francs qui quittent les caisses. Face au résultat décevant de la « pause » et l'importante pression exercée sur l'encaisse de la Banque de France, le gouvernement se résout à faire usage d'un procédé que beaucoup de socialistes avaient décrié auparavant : la demande des pleins pouvoirs. Le refus du Sénat d'approuver le texte entraîne la démission de Léon Blum le 21 juin 1937. Le premier

gouvernement français à direction socialiste aura duré un an et dix-sept jours.

Une évolution programmatique vers plus d'interventionnisme économique

Après l'échec, le diagnostic. Le 11 juillet 1937, moins d'un mois après la chute du premier gouvernement Blum, les socialistes se retrouvent à Marseille pour un congrès national. Il y règne une « atmosphère de pessimisme et de découragement », rapporte André Philip, alors député SFIO et futur commissaire à l'Intérieur de De Gaulle au CFLN d'Alger⁷. De fait, les tensions entre les différents courants ont été exacerbées par une année de pouvoir. À plusieurs reprises, des altercations physiques éclatent entre les militants. L'écrivain et philosophe Raymond Abellio, alors membre de l'aile gauche du parti menée par Marceau Pivert, vote contre Paul Faure pour la position de secrétaire général à laquelle celui-ci était reconduit de manière unanime depuis 1920. Le député Bracke, figure historique du parti et proche de Blum, « grand helléniste et germanisant célèbre qui atteignait ses soixante-dix-sept ans, rassembla ses dernières forces pour brandir sa chaise » dans la direction de ceux qui venaient de rompre avec une tradition vieille de presque deux décennies⁸.

Mais derrière ces tensions manifestes se dégage en réalité un certain consensus sur la marche à suivre. Car des trois motions qui sont soumises à l'appréciation des congressistes, chacune appelle à un approfondissement du programme du Front populaire dans un sens qui donnerait à l'État plus de moyens pour lutter contre le capital et sa propension à s'exiler vers des pays au climat plus favorable. Les motions, ainsi que le texte final voté par le Congrès, font explicitement référence au « Plan » avancé par la CGT pour compléter le programme du Front populaire. Dans celui-ci, la majorité des mesures proposées vise à museler le système bancaire : contrôle des changes, réorganisation du marché des changes en faveur de la trésorerie, contrôle et orientation du crédit... Il s'agit d'une nationalisation quasi totale du secteur bancaire et d'un contrôle étroit de ce qui resterait privé⁹.

Pour Léon Blum, ce renforcement programmatique montre une évolution de la philosophie du pouvoir qu'il développe depuis une décennie. En effet, depuis 1926, le dirigeant socialiste s'emploie à distinguer la transformation révolutionnaire du régime de propriété de l'action parlementaire au sein du capitalisme ; la « conquête » du pouvoir de son « exercice ». Mais la mise en échec de la volonté réformatrice de son gouvernement en dehors de la courte période de l'été 1936 questionne les contours de l'« exercice » du pouvoir. Approfondir le programme dans le sens d'une lutte ouverte contre le capital a pour fonction principale de permettre au programme d'être appliqué, conformément au souhait exprimé démocratiquement par le peuple. « Ces réformes [...] ont une

importance encore plus politique qu'économique, elles posent beaucoup plus le problème de la souveraineté de l'État démocratique que le problème de la transformation du régime social », explique-t-il face aux congressistes de Marseille¹⁰.

Pour autant, tandis que ce glissement vers l'interventionnisme traverse l'ensemble des courants de la SFIO, le mouvement inverse anime les alliés radicaux. En effet, l'aile droite du parti valoisien est en plein essor. Les personnalités importantes qui s'y trouvent, comme Joseph Caillaux ou Édouard Daladier, sont des partisans affirmés du libéralisme économique. Forts de leurs positions d'influence – Caillaux, par exemple, est président de la commission des finances du Sénat – ils ont fait tomber le premier gouvernement Blum en votant avec la droite au Sénat. Au congrès du parti qui se tient à Lille en octobre 1937, l'ombre d'une dislocation du Front populaire plane, avec des prises de paroles appelant au rétablissement de l'ordre, de l'assouplissement des 40 heures ainsi qu'au refus du contrôle des changes et des réformes de structure¹¹.

C'est donc à la tête d'une coalition en tension que se trouve Camille Chautemps lorsqu'il forme son gouvernement de Front populaire à direction radicale en juin 1937. Les socialistes gardent une douzaine de portefeuilles ministériels, dont la Justice et l'Intérieur respectivement occupés par Vincent Auriol et Marx Dormoy, mais en perdent celui des Finances qui est confié au très libéral Georges Bonnet. La distanciation progressive entre la SFIO et le Parti radical accroît la pression qui s'exerce sur ses membres. Lors de la séance parlementaire du 13 janvier 1938, un débat sur le contrôle des changes met le feu aux poudres : la gauche et la droite de la coalition au pouvoir s'écharpent et les ministres socialistes démissionnent le lendemain¹². La SFIO rejoint ainsi le PCF dans sa position de « soutien sans participation ».

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Une culture économique en évolution dans la haute fonction publique

La deuxième moitié des années 1930 est également une période de changement pour la haute fonction publique française. Traditionnellement peu interventionniste, elle s'ouvre

progressivement à l'idée d'accorder à l'État un rôle dans la direction des affaires économiques. Cette conversion, qui a été étudiée par l'historien Michel Margairaz, est accélérée par le marasme économique dans lequel est plongée la France depuis le début de la décennie ; en 1938, l'indice de production économique reste en dessous de son niveau de 1929¹³. La SFIO est au cœur de ces évolutions théoriques. Depuis le renversement d'Édouard Herriot en 1925, une mue s'y opère sur le rapport à l'État et au pouvoir. En réponse à la crise des années 1930, les socialistes théorisent le « reflationnisme » qui propose de recourir à la dépense publique pour augmenter la consommation. En partie inspirés par le New Deal de Franklin D. Roosevelt, ils proposent une politique des grands travaux qui permettraient de donner du travail aux chômeurs et ainsi augmenter leur taux de consommation.

Les difficultés rencontrées par le premier gouvernement de Front populaire accélèrent et étendent ces réflexions. Alors que les tonalités dirigistes s'affirment dans toutes les tendances du parti comme nous l'avons vu, des théoriciens de l'ombre s'activent pour faire évoluer la doctrine du parti. Pendant l'hiver de 1937 en effet, d'anciens collaborateurs du cabinet de Vincent Auriol, lequel avait occupé le ministère des Finances dans le premier gouvernement Blum, organisent des réunions hebdomadaires chez Gaston Cusin, alors directeur de cabinet du sous-secrétaire d'État chargé des régies financières, lequel communique aux participants les informations du Trésor et du Budget qui circulent au sein du gouvernement¹⁴.

Au sein de ces réunions où se trouvent bon nombre de hauts fonctionnaires et intellectuels marginaux, l'inspection des Finances est particulièrement bien représentée¹⁵. Beaucoup des participants trouveront des postes à haute responsabilité au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale¹⁶. S'y réunissent notamment Jean Saltes, futur sous-directeur de la Banque de France, François-Didier Gregh, futur directeur du Budget, et Wilfrid Baumgartner, futur gouverneur de la Banque de France et ministre des Finances de Michel Debré¹⁷. Jean de Largentaye, également inspecteur des Finances, est alors en train de préparer la traduction francophone de la *Théorie générale* de John Maynard Keynes, parue en Angleterre en 1936, et en diffuse progressivement les chapitres aux participants. Au cours de ces réunions est produit un « Plan Blum », rédigé jusque dans les décrets d'application. Largement inspiré des idées keynésiennes, il propose une large relance de l'économie appuyée sur un programme d'armement massif.

Le deuxième gouvernement Blum : coordonner une relance économique

À la démission du gouvernement Chautemps en mars 1938, le président Albert Lebrun se tourne à

nouveau vers Léon Blum. Un « traquenard », selon le mot de l'intéressé, qui voit là une manœuvre pour le délégitimer et accélérer la dislocation de la coalition de gauche¹⁸. Mais la proposition coïncide avec l'invasion de l'Autriche par Hitler et, poussé par « le sentiment qu'un impérieux devoir pèse sur [lui] », le dirigeant socialiste réunit des parlementaires de l'ensemble du spectre politique pour leur proposer la création d'un gouvernement d'union nationale incluant les communistes mais, face au refus de la droite, se résout à en former un plus restreint, à l'image de celui de juin 1936¹⁹. La composition est effectivement similaire avec 14 ministres socialistes pour 15 radicaux. Néanmoins, parmi ces derniers, la plupart sont issues de la gauche du parti, dont Jean Zay et Pierre Mendès France. Pour celui-ci, il s'agit d'une première expérience ministérielle. Élu député de l'Eure en 1932, alors benjamin de la Chambre, il se trouve promu au rôle de sous-secrétaire d'État au Trésor avec Léon Blum comme ministre de tutelle.

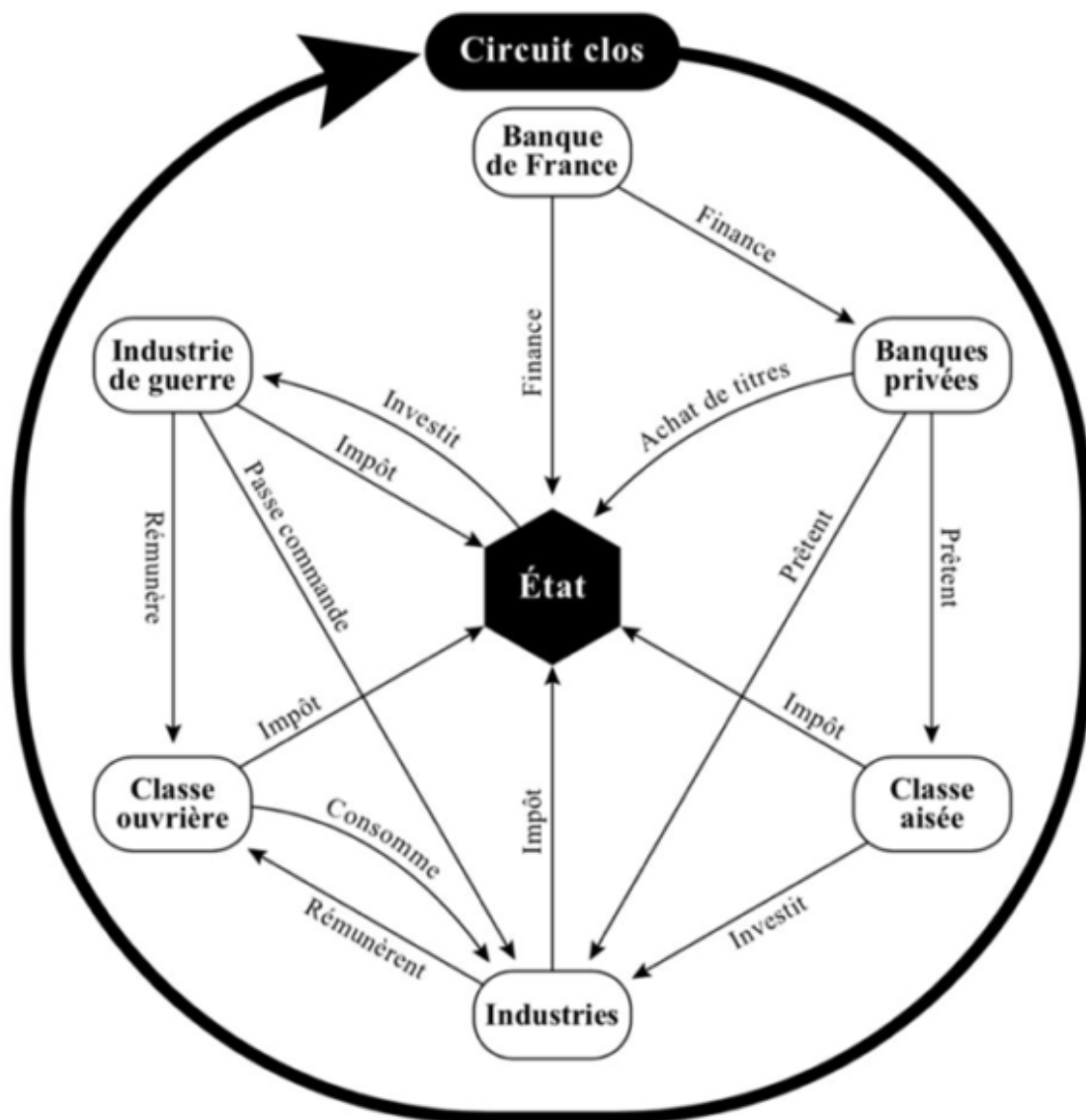
Le 5 avril 1938, Léon Blum présente à la Chambre des députés le programme économique de son gouvernement. C'est le « Plan Blum », dans une version largement remaniée par Pierre Mendès France, qu'il propose aux députés. La différence avec l'été 1936 est nette. Ni congés payés, ni diminution du temps de travail : des mesures sociales ne sont plus à l'ordre du jour. Signe incontestable d'une inflexion programmatique, un amendement de la loi des 40 heures est même proposé pour les « industries travaillant pour la défense nationale » et « en accord avec la classe ouvrière »²⁰.

Le changement est en partie circonstanciel. La politique de plus en plus expansionniste de Hitler, notamment avec l'Anschluss le mois précédent, met une pression croissante sur la paix mondiale. Dans ces conditions, un programme économique qui ne traiterait pas de manière spécifique l'industrie de l'armement est difficilement concevable. Il s'agit néanmoins d'une modification importante de la doctrine « reflationniste », qui s'apparente désormais à un plan de relance militaire aux tonalités keynésiennes. L'exposé des motifs annonce qu'« autour de la manufacture d'armements, une économie coordonnée sera la base d'une production plus importante dans tous les domaines²¹ ». La politique des grands travaux préconisée par l'économiste anglais a été remplacée par celle du réarmement, mais l'analyse économique sous-jacente reste la même. Il s'agit du « premier texte officiel français qui s'inspire de la *Théorie générale* de Keynes », selon l'analyse de Mendès France livré plusieurs années plus tard²².

Surtout, le texte prend la forme d'un programme d'ensemble cohérent, lequel repose sur la mesure clef qu'est la fermeture du « circuit monétaire ». Cette proposition, qui consiste à mettre en place un contrôle des changes aux frontières du pays afin d'empêcher les possédants d'exiler leurs capitaux, conditionne la mise en œuvre du reste du programme.

Avec la fermeture du circuit monétaire en effet, le gouvernement socialiste s'assure que ses efforts reflationnistes ne vont pas se traduire par une fuite des capitaux et une pression baissière sur le franc comme cela avait été le cas en 1936. En contraignant le capital à rester dans son enclos hexagonal, Blum veut se donner la capacité de planifier l'économie française vers une économie de guerre et de mettre en place une dernière mesure phare : un impôt sur le capital, exceptionnel et non renouvelable, payable en plusieurs annuités, afin de renflouer la caisse autonome de la défense nationale.

Plan de relance par l'armement de 1938



Le premier programme économique d'après-guerre ?

Le projet proposé par Blum en avril 1938 était « la chance politique la plus raisonnable, économiquement la plus cohérente et sans doute la plus efficace qui pût être offerte à la France », analysait Jean-Louis Crémieux-Brilhac. Il est certain qu'au regard du danger imminent, seule une politique ambitieuse de dépense publique, bénéficiant d'un soutien actif – et au besoin contraint – du capital, était en mesure de se hisser à la hauteur du moment. Pourtant, le second gouvernement Blum a connu le même sort que le premier. Face aux intérêts représentés au Sénat, résolument hostile à tout ce qui s'apparentait à une transgression du libéralisme économique, le texte fut rejeté, entraînant ainsi la démission du gouvernement le 8 avril 1938, vingt-six jours après sa formation.

Cette brève parenthèse peut-elle se réduire à un « remous lointain dans l'agitation parlementaire » ? Du point de vue du bilan positif, il est certain que le second passage du dirigeant socialiste à Matignon n'a pas laissé grand-chose à la postérité. À plusieurs égards cependant, le programme économique de 1938 marque un point de bascule important.

La perspective d'irriguer l'économie nationale en choisissant comme point de départ une industrie stratégique préfigure les politiques planificatrices mises en place sous l'égide de Jean Monnet à partir de 1946. C'est le « premier grand effort pour organiser et pour planifier sur le mode moderne la production française », analysera Jean Lacouture, biographe de Blum²³. De fait, comme nous l'avons vu, beaucoup des hauts fonctionnaires impliqués dans la rédaction du projet gagnent en influence au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. L'idée de circuit, notion centrale du programme de 1938, ressortira également après 1945 par la mise en place du « circuit du Trésor ». Cet astucieux mécanisme permettra au Trésor de dépenser de l'argent d'une main tout en le récupérant de l'autre par le biais, entre autres, d'une politique d'achat de bons imposée aux diverses institutions bancaires et de crédit²⁴. Le processus proposé par Blum n'est pas aussi abouti, mais il permet néanmoins d'organiser une boucle au sein de l'économie nationale qui a pour vocation macroscopique de faire revenir les dépenses à leur point d'origine et permet à la fois d'éviter la fuite des capitaux et de maintenir une certaine vélocité à la circulation de l'argent.

Même si, comme l'a montré l'historien Mathieu Fulla, le « pli » keynésien a mis du temps à s'imposer (d'ailleurs imparfaitement) à la SFIO, il n'en reste pas moins que la vision macroéconomique qui sous-tend le programme de 1938 montre que l'économiste anglais a été lu et que ses principes ont commencé à se propager au sein du parti²⁵. Dans l'exposé des motifs rédigé par Mendès France, on trouve plusieurs notions qui relèvent clairement de la théorie keynésienne, dont le multiplicateur d'investissements qui doit permettre à la l'économie dans son ensemble de bénéficier de la relance

ciblée vers l'armement.

La différence entre le projet porté par Léon Blum en 1936 et en 1938 révèle la profonde transformation théorique qui s'est opérée. Face au Sénat en avril 1938, il rappelle la bonne foi avec laquelle son premier gouvernement avait respecté le cadre des institutions de la III^e République : le premier gouvernement socialiste était « allé vraiment au bout [...] de l'orthodoxie financière et de libéralisme ». Mais en juin 1937, l'équipe gouvernante s'était « rendu compte de [son] erreur » : face à une situation économique de plus en plus tendue, avec une fuite des capitaux importante et une pression budgétaire due au besoin d'armement, la France « ne pouvait pas soutenir une charge déjà bien supérieure à sa force, sans l'appui d'une armature rigide, faite assurément de beaucoup de discipline volontaire, mais faite aussi d'un peu de contrainte²⁶ ».

C'est ce dernier mot qui cristallise l'enseignement qui peut être tiré de 1936. Pour arriver à ses fins d'émancipation sociale, un gouvernement de gauche devra trouver le moyen de faire prendre à l'État les rênes de l'économie. Cette conclusion, qui alimentera largement les réflexions animant les réseaux socialistes dans la Résistance, n'est pas sans intérêt pour les enjeux contemporains.

1. Cette note est tirée d'un mémoire de recherche soutenu en 2020 à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) sous la direction de Marc-Olivier Baruch. Sous sa présente forme, elle a bénéficié de la relecture de Jordi Brahamcha-Marin, de Marie Lasnier et de Gilles Candar. Ils sont tous vivement remerciés, mais ne sont engagés par aucune des analyses qui s'y trouvent.
2. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris : trente ans d'influence (Blum, de Gaulle, Mendès France)*, Paris, Gallimard, 2010, p. 83.
3. René Girault, « La trahison des possédants », *L'Histoire*, n°58, juillet-août 1938, p. 88.
4. *Le Populaire*, 22 février 1937.
5. *Le Populaire*, 29 octobre 1936.
6. AN/552AP/17/Dr2, Lettre de Vincent Auriol à Émile Labeyrie, alors Gouverneur de la Banque de France.
7. Cité par George Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la troisième république*, t. II, Paris, Payot, 1977, p. 347.
8. Raymond Abellio, *Ma dernière mémoire. Les militants (1927-1939)*, Paris, Gallimard, coll. « NRF », 1975, p. 281.
9. Détaillé dans *L'Atelier pour le Plan*, 15 juillet 1937.
10. Congrès de Marseille, XXXIV^e Congrès national de la SFIO, compte rendu sténographique, Paris, Librairie populaire, p. 479.
11. Voir Serge Berstein, *Histoire du Parti Radical*, t. II, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1980, pp. 512 – 519.
12. *Débats parlementaires. Chambre des députés, Journal officiel*, 13 janvier 1938, pp. 25-29.
13. Michel Margairaz, *L'État, les finances et l'économie : histoire d'une conversion (1932 – 1952)*, 2 vol., Vincennes, CHEFF, 1991.
14. Voir les travaux qui ont été menés ces dernières années par Armand et Hélène de Largentaye, en particulier Hélène de Largentaye, avec la collaboration d'Antoine Jourdan, *Jean de Largentaye, économiste non conformiste*, Paris, Classiques Garnier, 2023, ainsi que le dossier consacré à la traduction française de la *Théorie générale* de Keynes dans la *Revue d'histoire de la pensée économique*, vol. 2, n°12, 2021.
15. Voir Pierre Rosanvallon, « Histoire des idées keynésiennes en France », *Revue française d'économie*, vol. 2, n°4, 1987, pp. 22-56.

16. Notons toutefois qu'il ne s'agit en rien d'une caractéristique commune à tous les participants. Certains, comme Henri Culmann et Jean Jardel, participèrent activement au régime de Vichy.
17. Sur toutes ces personnes, voir Nathalie Carré de Malberg, Michel Margairaz, Fabien Cardoni (dir.), *Dictionnaire historique des inspecteurs des Finances (1801-2009)*, Vincennes, CHEFF, 2012.
18. Léon Blum, *L'œuvre de Léon Blum*, t. VII, Paris, Albin Michel, 1955, p. 125.
19. Le discours qu'il a prononcé dans la salle Colbert de l'Assemblée nationale est retranscrit dans Léon Blum, *Discours politiques*, Éditions de l'Imprimerie nationale, 1997, pp. 201-209. Notons qu'il s'agit réellement de l'ensemble du spectre politique. Même Jean Chiappe, en défense de qui avait été organisé la manifestation du 6 février 1934, est présent.
20. *Débats parlementaires. Sénat, Journal officiel*, 8 avril 1938, p. 529.
21. Cité par Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Georges Boris, op. cit.*, p. 83.
22. Pierre Mendès France et Gabriel Ardant, *Sciences économique et lucidité politique*, Paris, Gallimard, coll. « Idées », 1973, p. 88.
23. Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris, Seuil, 1977, p. 421.
24. Laure Quennouëlle-Corre, *La direction du Trésor (1947-1967)*, Vincennes, CHEFF, 2000.
25. Mathieu Fulla, *Les socialistes français et l'économie (1944-1981)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2016.
26. *Débats parlementaires. Sénat, Journal officiel*, 8 avril 1938, p. 531.